

Les Droites extrêmes en Europe

Jean-Yves Camus, Nicolas Lebourg

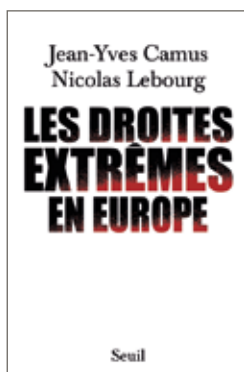
Seuil, octobre 2015

608 pages, 26 €

Ce livre des deux chercheurs, Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg, de l'Observatoire des radicalités politiques (Orap), lié à la fondation Jean Jaurès, ne constitue pas une simple histoire des extrêmes droites depuis 1945. Cet ouvrage éclaire la façon dont, après le nazisme et les fascismes historiques, ces droites n'ont cessé de « réinventer leur radicalité » au travers des différentes vagues qu'elles ont connues.

Lorsque les auteurs traitent du néofascisme de la décennie qui suivra la Seconde guerre mondiale, de la vague antifiscale des années 1950-1970, du national-populisme de la fin du XX^e siècle ou du néopopulisme – produit du 11 septembre 2001 –, ils n'ont cessé d'inscrire ses « réinventions » dans le contexte des mutations idéologiques, politiques, sociales, économiques, territoriales, culturelles, dans lesquelles elles évoluent.

Outre l'étude de la trajectoire des différents réseaux ou courants de pensée, mouvements ou organisations (racialistes du *White Power*, nouvelles droites, intégrismes religieux, populismes) qui constituent la famille des extrêmes droites en Europe occidentale, centrale et orientale – tant du point de vue de leur influence, de leur implantation, de leurs stratégies, de leur concurrence et de leurs impasses –, l'ouvrage nous aide à comprendre les ressorts sur lesquels les droites radicales construisent leur offre politique et progressent, dans le court terme, « pas tant [en raison de] la mise à bas d'anciens corpus idéologiques au profit de nouveaux [qu'en raison d'une] adaptation lexico-idéologique ». Tandis que dans le temps long, cet opus souligne combien les extrêmes



droites ont su s'adapter aux changements structurels des années d'après-guerre et ont pu produire « de nouveaux schémas d'action militante et culturelle à chaque changement géopolitique du XIX^e au XXI^e siècle ».

Pour les temps présents, cet ouvrage est une contribution essentielle au débat sur les dynamiques néopopulistes, ce qu'elles révèlent et leur rôle dans le cadre de l'ordolibéralisme. Cela à un moment où, comme l'écrit l'essayiste René Monzat, « Les mouvements populistes xénophobes constituent l'une des manifestations politiques de la constitution d'un bloc "occidentaliste" en voie de cristallisation », qui, s'il « arrive à imposer sa fonctionnalité pour imposer l'échelon national comme outil d'expression des populations face au projet d'Europe libérale », pourrait influencer sur « le "modèle" social européen [qui] muterait en un mode de fonctionnement plus autoritaire de sociétés clivées ».

André Déchet,
responsable du groupe
de travail LDH
« Extrêmes droites »



Cher pays de notre enfance

Etienne Davodeau,

Benoît Collombat

Futuropolis, octobre 2015

224 pages, 24 €

Fauve d'Angoulême 2016,

Prix du public Cultura

On a peine à croire ce que raconte, sous forme de bande dessinée, cet ouvrage qui lève un voile sur les dessous nauséabonds de la V^e République. Que derrière la statue – et la stature – de commandeur de « l'homme du 18 juin », s'agitait toute une faune répugnante d'affairistes, d'escrocs, de gangsters et d'assassins. Et, qu'à côté d'authentiques délinquants, agissaient d'anciens de la Résistance.

La droiture incontestable – indépendamment de sa politique – et

l'honnêteté rigoureuse du général étaient le côté « cour » du système politique mis en place en 1958. Dans l'arrière-cour, et, disons-le, dans les bas-fonds, toute une société mafieuse existait et se développait. Largement dénoncée en son temps par *Le Canard enchaîné*, les sinistres épisodes qui ont constellé cette période peu glorieuse de l'histoire de France se sont peu à peu estompés dans la mémoire collective. L'ouvrage original et passionnant – on le lit comme un roman policier – d'Etienne Davodeau et de Benoît Collombat ressuscite des événements à la fois tragiques et révélateurs de ce que peut sécréter le pouvoir.

On a du mal, à tous les stades du récit des différentes affaires, à faire la distinction entre la classe politique au pouvoir et le Milieu... mais y avait-il une différence? Rien ne nous est épargné: du hold-up de la Poste centrale de Strasbourg, en juin 1971, à la liquidation du juge Renaud en juillet 1975, à Lyon, en passant par ce qu'il faut bien appeler l'assassinat de Robert Boulin, en octobre 1979, la création des milices patronales anti-ouvrières... pour finir par le massacre d'Auriol en juillet 1981... Au cœur de ces actions, le Service d'action civique (Sac), officine d'hommes de main, officiellement gaulliste, en fait organisation politico-mafieuse qui sera dissoute en 1982 par le pouvoir de gauche.

Tout est bien exposé, disséqué, avec un souci d'enquêteur perfectionniste. Du cousu main en matière d'investigation. Le coup de crayon est simple et accueillant, le propos précis et convainquant. Les zones d'ombres de ces sinistres affaires sont matérialisées par des pages blanches aussi éloquentes que de longs discours. Un excellent ouvrage.

Patrick Mignard,
LDH Toulouse